

# Recommandations politiques pour les ministres et les autorités locales afin d'augmenter les flux financiers pour favoriser l'assainissement urbain

## Soyez audacieux, adoptez le changement

L'assainissement était l'un des secteurs les moins performants observés par les objectifs du Millénaire pour le développement. Cela doit changer. Nous devons penser différemment, nous devons innover et nous devons agir. Si nous voulons atteindre l'objectif de développement durable (ODD), encore plus ambitieux, tous les acteurs de l'assainissement ont un rôle à jouer. Le Conseil mondial de l'eau appelle les ministres et les autorités locales à faire preuve d'audace et à adopter ces nouvelles recommandations politiques. Des bénéfices marginaux ne seront pas suffisants pour fournir des services d'assainissement à 5,5 milliards de personnes supplémentaires au cours des douze prochaines années. Les progrès, aussi soutenus soient-ils, ne permettront pas de faire face à une urbanisation rapide et continue. C'est pour cette raison qu'il est logique et nécessaire de mettre l'accent sur les services d'assainissement urbains qui promettent des retombées sociales et économiques beaucoup plus importantes que les services destinés aux zones rurales.



*Le Conseil mondial de l'eau a identifié huit études de cas à travers le monde qui ont fourni des informations pour le rapport sur l'augmentation des flux financiers pour l'assainissement urbain*

L'assainissement amélioré doit être perçu comme un investissement et non comme une dépense. Les avantages immédiats d'un assainissement amélioré sont multiples : réduction de la pression sur les systèmes de santé ; augmentation de la production et de la performance économique grâce à la réduction des infections causées par les maladies diarrhéiques ; et protection de l'environnement. Si nous ajoutons à cela les impacts indirects sur le développement, le tourisme et le commerce international, il devient évident que l'investissement dans l'assainissement mérite d'être considéré comme une priorité et non pas comme un problème, comme une opportunité et non pas comme un casse-tête pour les décideurs.

Atteindre les objectifs de développement durable ne se fera pas à bas coût ; mais serait en fait susceptible de coûter jusqu'à cinq fois plus que ce qui est dépensé actuellement. Les politiciens aux prises avec le défi de combler le déficit de financement ont néanmoins plusieurs options. La première est de mettre l'accent sur l'assainissement autonome et à base de conteneurs, plutôt que sur l'assainissement par égouts. Un simple changement stratégique comme celui-ci pourrait réduire les coûts de 50%. Une deuxième option, qui pourrait être exploitée ultérieurement, serait directement liée à ces économies : en réduisant les dépenses et en augmentant les revenus, les mêmes services d'assainissement pourraient être financièrement autosuffisants, ce qui attirerait une nouvelle vague d'entrepreneurs et d'investisseurs et encouragerait l'arrivée de nouveaux talents, de nouvelles idées et solutions, et, bien sûr, de nouvelles sources de financement. En plus des citoyens, les services publics municipaux, les entreprises du secteur privé, ainsi que les ONG, grandes ou petites, pourraient également bénéficier de ces initiatives.

De nouvelles approches de l'assainissement urbain, comme celle décrite ci-dessus, peuvent servir d'outil pour le progrès social et économique. Il existe également toute une gamme d'instruments et de mécanismes financiers, nouveaux ou existants, disponibles pour faciliter les flux financiers. Mais ne nous arrêtons pas là. En passant des modèles linéaires, qui ont dominé le monde de la gestion de l'assainissement, à une économie circulaire, c'est-à-dire en considérant les excréments humains comme une ressource plutôt qu'un déchet, les pressions sur le financement et sur l'environnement seraient atténuées. Toutes sortes d'opportunités économiques, encore inexploitées à ce jour, deviendraient alors possibles grâce à ce nouveau modèle, ce qui rendrait la perspective d'atteindre les cibles des ODD d'autant plus réalisable.

---

## Messages clés pour améliorer le financement de l'assainissement urbain :

- **Réduire les coûts** en mettant l'accent sur l'assainissement par conteneur et autonome plutôt que sur l'assainissement par égouts.
- **Stimuler l'augmentation** des revenus en facilitant la vente de produits fabriqués à partir d'excréments traités, tout en quantifiant la valeur monétaire des avantages sociaux et économiques de l'assainissement, et en payant ce montant aux prestataires de services.
- **Attirer de nouveaux capitaux dans le secteur** en améliorant les conditions de gouvernance et la performance des prestataires de services.

## Recommandations politiques détaillées

Aucun acteur, seul et isolé, n'a le pouvoir d'assurer l'assainissement pour tous. Il est donc particulièrement important de favoriser la cohésion au niveau national, régional et local. C'est pourquoi les recommandations ci-dessous, adressées aux politiciens nationaux, aux dirigeants municipaux et aux régulateurs, transmettent toutes des messages clairs ainsi qu'une répartition des responsabilités spécifiques à chacun, tout en poursuivant les mêmes objectifs communs.

### Messages aux politiciens nationaux

- Mettre en place des organismes de réglementation indépendants pour fixer les tarifs et les réglementations.
- Définir clairement les rôles des différentes institutions et entités afin de donner aux investisseurs la confiance nécessaire pour soutenir les prestataires de services d'assainissement.
- Légiférer pour que les prestataires de services qui fournissent à la fois l'eau et l'assainissement séparent les finances de ces deux activités.
- Introduire des normes et réglementations nationales pour la qualité et la vente des produits fabriqués à partir des ressources de toilettes traitées (excréments humains), afin d'encourager le développement de concepts et activités d'économie circulaire.
- Adopter des mesures fermes pour planifier et financer l'infrastructure nécessaire. L'assainissement adéquat ne peut être réalisé par le secteur privé et les investissements des ONG seuls, aussi bien intentionnés soient-ils.
- Réaffecter les fonds des subventions des installations d'assainissement et de traitement des eaux usées au profit de systèmes décentralisés moins onéreux, de la gestion des boues de vidange et de l'infrastructure d'assainissement par conteneur.
- Reconnaître la valeur monétaire de la contribution de l'assainissement à la santé publique et à l'environnement, pour ensuite verser cette somme d'argent aux prestataires de services afin de les aider à couvrir leurs dépenses opérationnelles.
- Encourager les banques commerciales et les investisseurs à s'engager dans le secteur en atténuant les risques et les coûts, par exemple par une forte application des contrats, une réglementation active, des garanties de revenu minimum et d'autres formes de financement mixte.
- Organiser des forums pour attirer de nouveaux investisseurs dans le secteur de l'assainissement.

### Messages aux dirigeants municipaux

- Adopter une approche d'assainissement à l'échelle de la ville.
- Évitez les plans d'assainissement urbains irréalistes, comme un plan qui vise 80% d'égouts dans une ville qui n'en a actuellement que 10%.
- Essayez l'assainissement à base de conteneurs pour servir les

clients dans les parties appropriées de la zone de service.

- Attribuer aux entrepreneurs des contrats d'assainissement autonomes ou par conteneur qui couvrent des zones géographiques suffisamment vastes pour être financièrement viables.
- Collaborer activement avec le gouvernement ou l'organisme de réglementation pour examiner les tarifs et mettre en œuvre les révisions proposées par les examens.
- Maintenir de bons taux de recouvrement des flux de trésorerie et des recettes afin de rassurer les prêteurs sur la capacité de la municipalité à rembourser les prêts.
- Introduire des normes et réglementations locales sur la qualité et la vente de produits fabriqués à partir des ressources des toilettes traitées, afin d'encourager les concepts et les activités d'économie circulaire, tout en s'assurant qu'ils ne soient pas en conflit avec les normes nationales en vertu de la réglementation nationale.
- Appliquer toutes les lois et les règlements.
- Organiser des forums afin d'attirer de nouveaux investisseurs locaux dans le secteur de l'assainissement.
- Co-investir dans de nouvelles entreprises aux côtés d'investisseurs commerciaux.
- Activer et encourager les marchés pour les produits d'assainissement en qualité de client pour les engrais, l'énergie et d'autres produits générés par les entreprises d'économie circulaire d'assainissement.

### Messages aux régulateurs

- Établir des bases de données des prestataires de services d'assainissement, y compris leurs informations financières, leur solvabilité, etc.
- Permettre aux prestataires de services qui fournissent l'eau et l'assainissement de séparer les finances de ces deux services.
- Examiner régulièrement les tarifs et mettre en œuvre les révisions qui en résultent.
- Reconnaître l'assainissement à base de conteneurs comme une alternative valable à l'assainissement ou à l'assainissement autonome.
- Appliquer les normes et réglementations nationales sur la qualité et la vente des produits fabriqués à partir des ressources des toilettes traitées.

## Conclusion

La mise en place de ces recommandations politiques d'ici 2030 signifiera une grande victoire dans l'environnement économique et commercial, dans la mesure où elle permettra d'envisager et d'aborder l'assainissement d'une manière différente. Un des points forts de ce succès sera de considérer l'assainissement urbain non plus comme secteur d'infrastructure mais comme secteur de service. Par conséquent, la réutilisation sûre et économiquement productive des excréta humains en tant que ressources fera partie intégrante des services d'assainissement. L'assainissement par égouts, l'assainissement autonome et l'assainissement à base de conteneurs, quant à eux, coexisteront.

Les rôles des gouvernements, des municipalités, du secteur privé et de la société civile se complèteront et chaque entité utilisera les forces des autres. Ils suivront le concept d'assainissement à l'échelle de la ville, selon lequel toutes les organisations concernées par l'assainissement dans une ville particulière se réunissent et conviennent de la meilleure façon de desservir toutes les personnes. Si les gens de pouvoir, de bonne volonté et avec une vision porteuse s'unissent énergiquement pour cette cause, ils peuvent attirer les financements supplémentaires nécessaires pour atteindre l'objectif d'ODD en matière d'assainissement d'ici 2030. Ils contribueront ainsi à l'émergence de villes où des gens heureux et en bonne santé pourront mener une vie de manière durable.

## Lisez le rapport et les études de cas



### **Augmentation des flux financiers pour l'assainissement urbain** *RAPPORT DU CONSEIL MONDIAL DE L'EAU (2018)*

Ces recommandations sont le fruit de discussions et d'enquêtes approfondies menées par le Conseil mondial de l'eau, et comprennent l'étude des huit villes qui illustrent la complexité du financement de l'assainissement urbain aujourd'hui. Lisez l'intégralité de ces recommandations en ligne en lisant les huit études de cas ou le rapport global qui regroupe toutes les principales constatations, sur le site web du Conseil mondial de l'eau

<http://www.worldwatercouncil.org/fr/node/2687>



#### **Conseil mondial de l'eau**

Le Conseil mondial de l'eau (CME) est une organisation internationale multipartite, fondatrice et co-organisatrice du Forum mondial de l'eau, dont la mission est de mobiliser des actions sur les questions critiques liées à l'eau à tous les niveaux, y compris au plus haut niveau décisionnel, en engageant les gens dans le débat et en remettant en question la pensée conventionnelle. Basé à Marseille (France) depuis sa création en 1996, le Conseil regroupe plus de 300 organisations membres de plus de 50 pays différents.

[www.worldwatercouncil.org](http://www.worldwatercouncil.org)